

# à propos

Le magazine du  
KOFF pour la  
promotion de la paix



## Myanmar - divers ou divisé ?

swiss  
peace

Schweizerische Friedensstiftung  
Fondation suisse pour la paix  
Fondazione svizzera per la pace  
Swiss Peace Foundation

1

Myanmar: à la recherche d'une identité nationale

point fort

2

Construire une paix durable à travers le dialogue et la confiance

dossier

Une Smart Peace pour défendre la diversité et lutter contre les divisions

Minorités religieuses et ethniques et sentiment d'appartenance au Myanmar

Un podcast pour donner la parole à toutes les communautés du Myanmar

L'engagement de la DSH pour la paix au Myanmar

Des infrastructures pour stabiliser l'accord national de cessez-le-feu

Bangladesh: les camps de réfugiés deux ans après la crise des Rohingyas

Quelle marge de manœuvre pour les organisations de la société civile au Myanmar ?

Comment les barrières linguistiques affectent-elles l'accès aux aides humanitaires?

Engagement de la Suisse en faveur de la démocratie: l'exemple du Myanmar

Prévention du génocide, Myanmar et Assam

3

Le Myanmar à l'honneur du calendrier de la paix 2020

actualité

Cours sur le traitement du passé

4

Événements et nouvelles

calendrier

## editorial

Le Myanmar est un pays marqué par cinquante ans de dictature. Il a trop longtemps été isolé et son économie étranglée. Plusieurs émeutes populaires ont conduit le gouvernement à engager une politique de libéralisation à petits pas en 2012. Trois ans plus tard, les premières élections libres se sont tenues sur fond d'immenses attentes et de grands espoirs. Mais la transformation démocratique de la dictature place cet État à la population plurielle devant d'incommensurables défis. Plus de 130 ethnies aux langues, religions et traditions différentes vivent sur son territoire. Les conflits ont repris depuis les premières élections libres.

Dans quelle direction évolue le Myanmar? Quel soutien lui apportent les ONG? Quel rôle joue la religion dans les conflits qui déchirent le pays? Quelles sont les répercussions de cette pléthore de langues?

Bonne lecture.

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

point fort

# Myanmar: à la recherche d'une identité nationale



Les rues principales du centre-ville de Yangon - Yangon est l'une des villes les plus diversifiées sur le plan culturel et religieux. Photo : Creative Commons

**Au Myanmar, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le premier gouvernement civil des dernières décennies à avoir été élu démocratiquement, fait face à des défis de taille. Le processus de paix ethnique en cours et la crise qui fait rage dans l'État de Rakhine sont à l'origine de tensions sociales qu'il sera impératif d'apaiser pour maintenir la stabilité du pays, surtout à l'approche des prochaines élections générales prévues fin 2020.**

Avec ses centaines de groupes ethniques à la religion, à la langue et à l'histoire différente, la population du Myanmar est incroyablement composite. L'origine ethnique et la religion sont les principaux marqueurs d'identité du pays. Ils ont toutefois été politisés tout au long de l'histoire contemporaine, et plus particulièrement pendant la période coloniale britannique, les premières années qui ont suivi l'indépendance et les décennies de régime militaire.

De profondes tensions au sein des communautés, divisées par leur origine ethnique, leur religion et leur langue, minent le processus de paix en cours, qui a pour objectif de mettre fin à un conflit vieux de plusieurs dizaines d'années opposant de nombreuses Organisations Ethniques Armées (OEA) et la *Tatmadaw* (l'armée du Myanmar). Elles sapent aussi les efforts déployés pour rapatrier les réfugiés rohingya dans le pays. La lutte de ces groupes ethniques pour une représentation politique et économique plus juste a en effet nourri le conflit armé pendant plus de 70 ans. Or, ils représentent près de 30 % de la population et vivent dans des régions frontalières riches en ressources. Depuis l'indépendance du pays

en 1948, – le Myanmar faisait auparavant partie de la Couronne britannique – les communautés mènent des campagnes politiques et militaires pour être mieux représentées au sein d'un pays à majorité bouddhiste bama.

En 2015, un accord de cessez-le-feu national (ACN) a été signé entre 8 OEA et le gouvernement après environ quatre ans de négociations. À l'heure actuelle, le processus de paix est fragilisé par le fractionnement du pays et l'incertitude. Seules 10 des 21 OEA ont signé l'ACN. Parmi les grands groupes armés opérant le long de la frontière nord-est, certains ont refusé de signer l'accord tout en lançant leurs propres négociations sur fond de cessez-le-feu bilatéraux fragiles. Trois grandes conférences post-ACN se sont déjà tenues pour négocier un accord de paix global. Cependant, de nouvelles rencontres semblent peu probables. Alors que le processus de paix complexe se poursuit, les communautés touchées par le conflit en cours demeurent incertaines quant à l'avenir d'une paix durable dans le pays.

Au regard de la crise qui sévit dans l'État de Rakhine, les divisions sociales entre bouddhistes arakanais et musulmans rohingya présentes dans la région depuis des dizaines d'années sont exacerbées par les discours haineux et la rhétorique anti-rohingya des radicaux, parmi lesquels se trouvent des membres influents de la monastique bouddhiste. En 2016 et 2017, les attaques perpétrées sur des avant-postes de police par la toute jeune Armée du salut des Rohingya de l'Arakan ont donné lieu à des représailles à grande échelle de la *Tatmadaw* sur les communautés rohingya du nord de l'État de Rakhine. Le caractère particulièrement violent de ces représailles a causé l'exode de plus de 700 000 réfugiés vers le Bangladesh voisin, entraînant une crise humanitaire majeure et une grave atteinte aux droits de l'homme. Les efforts déployés actuellement par le gouvernement du Myanmar pour rapatrier les réfugiés rohingya sont pour l'instant un véritable échec. Les radicaux bama et l'ethnie arkanaise s'opposent vivement à ces tentatives et leur rhétorique est souvent politisée par leurs membres les plus radicaux.

Ces deux phénomènes remettent en question le processus de réforme politique mené par la dirigeante *de facto* Aung San Suu Kyi et la LND. Depuis leur victoire écrasante en 2015, Aung San Suu Kyi et la LND peinent en effet à répondre aux attentes particulièrement élevées des acteurs nationaux et internationaux en matière d'évolution démocratique. La lenteur du processus de paix inquiète les citoyens du Myanmar qui se posent la question de l'instauration d'une paix durable et de la réalité des dividendes de la paix liés à l'ACN. La crise des Rohingya a exacerbé les tensions sociales dans d'autres localités du pays, au-delà de l'État de Rakhine. Les critiques portées par la communauté internationale contre l'inaction du gouvernement d'Aung San Suu Kyi dans l'État de Rakhine ainsi que celles concernant la réduction du rôle de la société civile et des partis politiques dans la prise de décision politique ont encore compliqué la situation. De nombreux spécialistes estiment donc que les élections de 2020 se tiendront dans un Myanmar profondément divisé.

Alors que la lutte contre les tensions sociales pose de nombreux défis, il existe une multitude d'initiatives déployées au niveau du pays, des états, des localités et des villages qui promeuvent la diversité contre les divisions. Des processus et des projets à la fois formels et informels sont ainsi mis en place pour soutenir la pluralité et la cohésion sociale dans l'ensemble du pays. Cela inclut le dialogue interconfessionnel, le dépassement de la barrière de la langue, la lutte contre les messages de haine publiés sur Facebook et les autres réseaux sociaux, ainsi que la promotion des échanges entre les communautés

ethniques, linguistiques et religieuses, et au sein même de celles-ci. Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire d'informer et de soutenir les initiatives qui s'opposent aux discours clivants et encouragent l'expression des voix modérées; sur les questions d'identité nationale et sur ce qu'être le Myanmar signifie, surtout à l'approche des élections de 2020.

#### [swisspeace](#)

Julia Palmiano Federer, doctorante  
julia.palmianofederer@swisspeace.ch  
Program Officer

#### [links](#)

- [swisspeace en Asie de l'Est et du Sud-Est \(auf Englisch\)](#)

dossier

# Construire une paix durable à travers le dialogue et la confiance



Programme «Open History – Arts for Peace». Photo de Peter Schmidt

**Le Myanmar est l'un des pays les plus diversifiés du point de vue ethnique. Depuis son indépendance, il a connu une série complexe de conflits. Ces derniers représentent un défi majeur pour la promotion de la paix, du développement et de la démocratie. La marge de manœuvre politique reste toujours très limitée et la méfiance persiste. À travers leur projet «Open History – Arts for Peace», HELVETAS Myanmar et l'organisation Pansodan, son partenaire local, créent un espace de dialogue pour renforcer les identités et promouvoir la coexistence pacifique.**

Le récit de l'artiste Aung Soe Min commence par ces mots: «La confiance... c'est quelque chose que le Myanmar n'a pas connu depuis longtemps. Rien n'est plus puissant que la confiance, rien ne contribue davantage à l'harmonie, à la cohésion et à la paix.» Sans confiance, toute famille et toute amitié, toute entreprise et tout état peuvent se dissoudre.

D'après People's Alliance for Credible Elections (PACE), la confiance est difficile à appréhender scientifiquement, mais elle n'en est pas moins présente dans l'ensemble des interactions sociales. Elle permet à l'individu d'être plus fort que s'il était seul; elle rapproche les gens et leur fait ressentir de l'empathie. Il est difficile de restaurer quelque

chose qui manque au Myanmar depuis tant de décennies. Selon une étude représentative menée par PACE au Myanmar en 2018, 77 % des citoyens se méfient les uns des autres, souvent pour des raisons d'appartenance ethnique ou religieuse. Instaurer la confiance demande du temps. C'est précisément l'objet du projet «Open History – Arts for Peace»: (r)établir cette confiance et à mieux connaître les «autres». Ce programme a vu le jour sur une idée de l'artiste et fondateur de la galerie Pansodan, qui vit à Yangon.

### **Vivre l'histoire ensemble**

Le projet s'étale sur trois ans et vise à créer un espace de dialogue pour renforcer les identités, échanger des points de vue différents et promouvoir ainsi une coexistence pacifique. Il s'agit essentiellement d'expositions dites *Open History* (histoire ouverte) dans huit régions du pays, au cours desquelles des femmes, des hommes et des jeunes aux origines ethniques et sociales différentes partagent leur vécu.

Afin d'entendre ces histoires et collecter des photos pour les expositions, Aung Soe Min et deux autres artistes se rendent dans les régions couvertes par le projet et vont à la rencontre des habitants. Aung Soe Min explique: «Les gens sont parfois surpris lorsque nous leur demandons de nous raconter leur histoire ou de nous montrer de vieilles photos. Ils veulent savoir pourquoi nous nous intéressons à des citoyens ordinaires comme eux et nous disent que leur vie n'a rien de spectaculaire. Mais c'est exactement à cela que nous voulons faire écho: jusqu'à présent, seule l'histoire de rois et de généraux a été couchée par écrit, mais jamais celle du peuple. Ce qui nous intéresse, c'est l'histoire des gens normaux et leur perception du passé.»

### **Vivre dans la diversité – Créer la cohésion**

Récits et photos sont recueillis ensemble pour les expositions à venir. Des concours photo et vidéo sont également lancés pour rapprocher les générations: les jeunes entrent en contact avec les plus âgés et les encouragent à leur relater des histoires du passé. Les photos et les vidéos sont ensuite présentés à un large public dans le cadre des expositions *Open History*.

Un mois environ avant chaque exposition *Open History*, un événement culturel est organisé dans les villes participantes pour expliquer l'idée au public et instaurer la confiance. Lors des événements d'une journée, les habitants sont invités à contribuer à un thème fédérateur précis. Cela peut-être par exemple un concours entre créateurs de mode pour promouvoir le port de vêtements traditionnels au quotidien ou un défilé dans le cadre d'un festival Thanaka. Le thanaka est un produit cosmétique naturel et une protection solaire. Il est produit à partir de l'écorce de l'arbre à thanaka. C'est un élément commun à tous les Birmans. Des personnes d'horizons différents se rassemblent et partagent leur diversité dans un environnement stimulant. Ce qui paraît normal en Europe est unique au Myanmar: des événements de ce genre n'existaient quasiment pas auparavant.

Environ un mois après la rencontre de présentation, une exposition *Open History* de quatre jours a lieu, au cours de laquelle les photographies, histoires et vidéos recueillies sont exposées. Afin d'éviter les malentendus, une légende est ajoutée à chaque photo. En outre, les matériaux qu'Helvetas et Pansodan reçoivent de la population est contrôlée, afin de déterminer le type de messages qu'elle contient: ces derniers doivent promouvoir la paix.



Jusqu'à présent, trois expositions *Open History* ont été organisées et les réactions des visiteurs ont été très positives. Aung Soe Min raconte avec un sourire: «C'est si agréable de voir à quel point les gens s'impliquent pour raconter leur passé aux autres visiteurs de façon artistique. Et je suis particulièrement heureux que d'autres villages, qui ne sont pas situés dans la région cible de notre projet, imitent nos activités et recueillent eux-mêmes des photos et des histoires pour les montrer à leurs voisins.»

### **Les pensées sont libres – L'art pour promouvoir la paix**

Tout au long du projet, l'approche «Arts for Peace» est utilisée pour instaurer la confiance et la paix à long terme. Dans les contextes de conflit, l'art peut contribuer à la consolidation de la paix de différentes manières. Les arts peuvent renforcer la résilience des personnes confrontées à un conflit et les encourager à résister, même dans des situations difficiles. Par exemple en trouvant de nouvelles occupations, en entretenant une identité culturelle qui donne de la force ou en utilisant l'art comme moyen d'exprimer sa souffrance et pour ne pas combattre la violence par la contre-violence. L'art offre également aux gens une plateforme pour exprimer leurs opinions et échanger des points de vue différents. Cette plateforme encourage le dialogue entre les divers groupes d'identité et d'intérêt et contribue à une culture plurielle et une coexistence pacifique. L'art peut également contribuer au changement social et à la transformation des conflits en touchant les gens, en incitant à changer de perspective, en développant la compréhension d'une situation ou en proposant d'autres processus de réflexion, par exemple par rapport à leur passé ou aux conflits actuels. En association avec les médias, l'art peut également éveiller la conscience du public et ainsi contribuer à des processus de transformation. Il fait tout cela d'une manière particulière, qui peut être directe ou subtile, mais qui interpelle souvent les gens sur le plan émotionnel plutôt qu'intellectuel et donc touche un public plus large. Ainsi, même dans des contextes où il est difficile de parler de conflit, l'art peut aborder certains thèmes et contribuer à la réflexion et à la compréhension.

Au Myanmar, la subtilité est essentielle: dans un contexte où la liberté d'expression est relative, il est important de trouver des moyens simples et diplomatiques pour motiver la population à échanger et réfléchir. Le rêve commun d'Helvetas et de Pansodan est que des expositions *Open History* voient le jour à travers tout le pays et qu'un jour des extraits en soient présentés lors d'un événement en marge des négociations de paix, qui, espérons-le, reprendront. Cela permettrait d'inciter de manière directe et créative les parties au conflit à changer de perspective.

### **Partager des expériences – Le «musée virtuel»**

Les expositions *Open History* changent le lieu d'accueil tous les six mois. Le projet vise à rendre accessibles au public les photos exposées, les vidéos et les impressions recueillies dans un «musée virtuel», sur un site Internet, afin que chacun puisse apprendre de l'autre. En s'écoutant mutuellement et en se racontant des histoires, les participants contribuent à un avenir pacifique pour le Myanmar.

Pour l'année 2019, le projet est financé par les fonds propres des organisations et par l'Institut des relations internationales (Institut für Auslandsbeziehungen – ifa) pour le compte du Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères.

Helvetas

Regula Gattiker

regula.gattiker@helvetas.org

Julia Thienhaus

julia.thienhaus@helvetas.org

#### links

- [Institut für Auslandsbeziehungen \(en allemand\)](#)
- [Helvetas Myanmar](#)
- [Helvetas Myanmar \(propre site web en anglais\)](#)

---

dossier

# Une Smart Peace pour défendre la diversité et lutter contre les divisions



Personnes traversant un pont dans une communauté rurale du Myanmar. Image: The Asia Foundation

Dans certaines régions du Myanmar, la violence fait rage depuis plus de 70 ans. La lutte armée contre le gouvernement centralisé née à la suite de l'indépendance du régime colonial s'est transformée en un ensemble complexe de conflits entre les groupes ethniques minoritaires et l'armée du Myanmar. La population du pays compte de nombreux groupes ethniques, religieux et linguistiques. Dès lors, la diversité est au coeur de la question de la paix au Myanmar. Il s'agit donc de définir les contours d'un modèle de gouvernance et d'un système politique qui seraient représentatifs de la population et soutenus par celle-ci.

Depuis 2011, les gouvernements successifs désireux de mettre fin au conflit ont mobilisé leur énergie en faveur d'un processus de paix négocié qui a débouché, en octobre 2015, sur la signature d'un Accord de cessez-le-feu national (NCA) entre les groupes armés ethniques et le gouvernement. Quatre ans plus tard, de nombreux acteurs de la paix au Myanmar s'attèlent à l'analyse des conséquences et se posent la question des prochaines étapes.

Sur le terrain, les avantages du cessez-le-feu sont visibles: la sécurité a augmenté, certaines régions connaissent une croissance économique et les organes non gouvernementaux, tels que l'ethno-éducation et les services de santé, jouissent d'une reconnaissance politique. Signé par moins de la moitié des 22 groupes ethniques armés du Myanmar, l'accord n'est pas de nature à favoriser l'union de la population. Au contraire, il a creusé les divisions, mené à l'intensification des affrontements entre les groupes armés et les militaires et échoué à limiter les activités économiques nuisibles et souvent illicites. Soulignées par les plus hauts niveaux d'affrontements de ces dernières décennies, ces dynamiques, qu'un accord de paix déséquilibré n'a pas permis d'enrayer, devraient perdurer.

Dans ce contexte, il est difficile de trouver une façon productive de faire avancer la promotion d'une paix incluant l'ensemble de la population. En effet, les relations entre les différents acteurs sont instables, les réactions aux forces géopolitiques régionales sont violentes et le paysage de la politique des donateurs ne cesse de changer. Afin de relever ce défi, un nouveau projet baptisé *Smart Peace* a été lancé. Financée par le gouvernement du Royaume-Uni, *Smart Peace* est une initiative internationale qui rassemble l'expertise des membres du consortium formé par The Asia Foundation, le Centre pour le dialogue humanitaire, l'International Crisis Group, l'ETH de Zurich, Behavioural Insights Team et Chatham House et mené par Conciliation Resources. L'objectif de *Smart Peace* est de relever les défis de la construction de la paix au Myanmar, en République centrafricaine et au Nigeria.

Le projet mêle techniques de promotion de la paix, analyse de conflit, évaluation rigoureuse et données comportementales afin d'apporter un changement positif aux zones touchées par des conflits. Au Myanmar, l'objectif est d'assurer les conditions nécessaires et d'encourager la mise en place de réformes qui rendront les processus de paix actuels et futurs plus efficaces. Cette approche double favorisera la promotion de la paix, la transition en matière de sécurité ainsi que des activités de réforme de la gouvernance et s'appuiera sur des travaux analytiques circonstanciés et continus sur le contexte du pays ainsi que sur les acteurs du soutien de la paix. Afin d'encourager le débat et de trouver un terrain d'entente au-delà des lignes de conflit sur des problèmes concrets et techniques, une ambitieuse série d'événements visant à promouvoir le dialogue sera lancée. Un système itératif d'analyse, de mise en œuvre, d'apprentissage et d'adaptation résultera en une abondante littérature et permettra aux acteurs de la promotion de la paix au Myanmar et dans le monde de tirer des leçons des expériences vécues.

Au Myanmar, les progrès en matière de construction de la paix sont freinés par un processus de paix qui délaisse une partie de la population, par une augmentation des conflits sur le terrain, dont certains sont imbriqués les uns dans les autres, et par le peu de crédit accordé par une partie des représentants à un processus de négociation complet. En réponse, la communauté internationale aurait tout intérêt à envisager différentes façons d'élargir le dialogue, à promouvoir des réformes des systèmes civils et militaires existants et à exploiter le souhait général d'œuvrer à une promotion de la paix qui ait du sens et qui inclue l'ensemble de la population. Ce faisant, et en démontrant une solide volonté de garder le cap, les bâtisseurs de la paix permettront à la diversité de prendre le dessus sur les divisions.

[The Asia Foundation](#)

Tabea Campbell Pauli

tabea.pauli@asiafoundation.org

links

- [The Asia Foundation, Smart Peace \(en anglais\)](#)

dossier

# Minorités religieuses et ethniques et sentiment d'appartenance au Myanmar



Civils se mettant à l'abri d'une attaque aérienne imminente le jour de Noël. Photo: Hkun Li

Le Myanmar connaît des difficultés à créer un sentiment collectif d'identité nationale au sein d'une population composée de plus d'une centaine de groupes ethniques. Cependant, le plus grand défi repose sur le fait que les minorités ethniques et religieuses en particulier n'ont pas le sentiment d'appartenir à la nation. Leur identité ethnique ou religieuse l'emporte souvent sur leur identité en tant que citoyens du Myanmar. Comment l'expliquer?

Pour commencer, le nom «Myanmar» en lui-même est sujet à controverse. De nombreuses minorités ethniques pensent que Myanmar est un autre terme pour désigner la Birmanie (Burma) dont la racine du nom provient du groupe ethnique majoritaire birman, les Bamar. De nombreux Birmans issus du système gouvernemental ne considèrent pas appartenir à l'un des nombreux groupes ethniques. Ils se voient plutôt comme les «propriétaires» ou «hôtes» du pays, et considèrent le reste de la population comme des «migrants ou invités». Les précédentes politiques de «birmanisation» de la dictature militaire ont divisé les groupes majoritaires et minoritaires pendant plusieurs décennies. En raison de la tactique de la junte consistant à diviser pour mieux régner et du manque d'éducation de qualité, de

nombreux civils birmans sont déconnectés et ne sont pas conscients des difficultés des minorités. Sur les quatorze régions du Myanmar, sept sont nommées d'après des groupes ethniques ce qui ajoute des complications supplémentaires parmi les populations plus petites à l'intérieur de différents groupes ethniques vivant dans les mêmes zones et faisant face aux mêmes problématiques de «propriétaires» et «migrants ou invités».

La Constitution dispose que tous les citoyens doivent être traités sur un pied d'égalité et qu'ils jouissent de la liberté de religion ou de croyance. Dans la pratique, les minorités ethniques et religieuses ont beaucoup de difficultés à trouver un emploi dans l'administration. Leur liberté à exercer leur religion est également très limitée à travers le pays. D'après un analyste politique, l'oppression systématique des minorités ethniques et religieuses a engendré des conflits armés entre les groupes Shan, Kachin, Karen et Kayah et contribué à la croissance des identités ethniques Wa et Rohingya au cours des dernières décennies.

L'une des nombreuses raisons de l'échec du processus de paix mené par le gouvernement civil est que les représentants des minorités ethniques n'avaient pas l'impression d'être considérés comme égaux ni d'être traités avec respect par les leaders birmans. Le processus de paix a ravivé les souvenirs amers de la trahison des Birmans qui avaient violé l'accord de Panglong de 1947.

Afin de restaurer la confiance brisée, le gouvernement civil doit encore améliorer la façon dont il travaille avec les différents groupes ethniques et religieux. Ce dernier doit s'assurer que les minorités sont écoutées et respectées pendant les rencontres et négociations dans le cadre du processus de paix. L'un des moyens pour y arriver serait que le gouvernement cesse de nourrir les sentiments du «nous» contre «eux» lorsqu'il interagit avec les minorités ethniques et religieuses.

À moins que le gouvernement civil n'élabore des politiques qui permettraient une réconciliation durable entre les Birmans et les minorités et qui respecteraient leurs valeurs démocratiques, les difficultés que le Myanmar rencontre aujourd'hui pourraient encore accentuer les divisions au sein de la nation à l'avenir.

[Institute for Global Engagement](#)

Seng Mai Aung

[sengige@gmail.com](mailto:sengige@gmail.com)

links

- [Burma Chapter. \(2019\). Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale. \(en anglais\)](#)

- [Aung, N. O. \(31 juillet 2019\). Time to Review the Peace Process in Myanmar. Irrawaddy. \(en anglais\)](#)

---

dossier

# Un podcast pour donner la parole à toutes les communautés du Myanmar



Doh Athan journalist reporting in Kayin State, Myanmar, in april 2019. Photo : Lâm Duc Hiên / Fondation Hironnelle

La Fondation Hironnelle a débuté ses activités au Myanmar en 2016, pour soutenir un secteur des médias professionnels donnant la parole à la population, dans un contexte délicat et historique de transition démocratique. En 2017, la Fondation Hironnelle a lancé un programme sur les droits humains avec son partenaire local Frontier Myanmar, soutenu par l'Ambassade des Pays-Bas au Myanmar. Frontier Myanmar est un magazine d'information indépendant avec un site Web en anglais et en birman.

Le projet vise à combler d'importantes lacunes dans le contenu et l'accès à l'information sur les droits humains et les questions connexes grâce à une formation pratique pour les journalistes et les médias ethniques et à la production d'un podcast hebdomadaire sur les droits humains. Ce podcast, Doh Athan ("Notre voix") est diffusé depuis octobre 2017. Il explore les questions relatives aux Droits Humains à travers des reportages et des entretiens approfondis avec la population, les principaux défenseurs des Droits de l'Homme, des universitaires, des militants et des autorités gouvernementales, avec une



diversité de voix et de sources à travers le pays. « Doh Athan » donne la parole à des voix modérées et traite d'informations peu couvertes pour le dialogue national, en particulier des histoires et des perspectives de femmes et de membres marginalisés de différentes communautés, pour contrer les stéréotypes négatifs des uns et des autres. Les productions audio pour le podcast sont complétées par des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Pour soutenir la production et la diffusion de cette émission, la Fondation Hironnelle et Frontier Myanmar ont développé un réseau de 6 médias partenaires ethniques et locaux à travers le pays. Ces médias partenaires bénéficient de formations journalistiques, reçoivent du matériel de production et participent à la production et à la diffusion hebdomadaire de Doh Athan. Ainsi, les histoires et les voix de tout le pays sont entendues dans ce magazine audio national. Les médias partenaires contribuent à la diffusion de l'émission auprès de leurs auditeurs et sur leurs pages sur les réseaux sociaux.

Témoignages de deux journalistes de médias partenaires ayant bénéficié d'une formation dans l'Etat de Chin :

Salai Holy (Chinland Post): *«J'ai trouvé très utile les échanges d'idées entre participants. Cela nous a permis d'apprendre les uns des autres, sur les principaux problèmes dans d'autres régions de l'Etat de Chin, ainsi que sur les types d'histoires qui intéressent nos publics. Je pense que la formation m'a aidé à développer d'autres idées de sujets axés sur les Droits de l'Homme.»*

Van Lian Mang (Chinland Herald): *«J'ai aimé apprendre à repérer les "fausses nouvelles". Les "fausses nouvelles" sont un gros problème au Myanmar, et des conseils tels que regarder de près les sources, réfléchir aux sites Web auxquels faire confiance, étaient tous très utiles. Je pense que cela m'aidera dans mes reportages.»*

[Fondation Hironnelle](#)

Nicolas Boissez

[nicolas.boissez@hironnelle.org](mailto:nicolas.boissez@hironnelle.org)

links

- [Fondation Hironnelle](#)
- [Frontier Myanmar \(en anglais\)](#)
- [Notre podcast Doh Athan \(en anglais\)](#)

---

dossier

# L'engagement de la DSH pour la paix au Myanmar



Photo: DSH (DFAE)

**Le programme de la Division Sécurité humaine (DSH) au Myanmar fait partie intégrante de la stratégie de coopération suisse 2019-2023 et met l'accent sur la promotion de la paix, les droits humains et la démocratie. L'engagement de la DSH vise à renforcer la confiance entre les parties participant au processus de paix (gouvernement, armée et groupes ethniques) et d'établir une culture du dialogue inclusive et structurée pour venir à bout des conflits.**

En 2012, la Suisse a été le premier pays à envoyer une conseillère pour la sécurité des personnes (Human Security Advisor, HSA) qui s'engage entièrement dans le processus de paix. Aujourd'hui, la Suisse est en contact direct avec les principales parties assises à la table des négociations, les assistant sur leur demande par l'intermédiaire du HSA ou grâce à des expertises complémentaires, notamment dans les domaines du fédéralisme, du cessez-le-feu ou des techniques de négociation. Les conseils prodigués portent sur la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu national, ainsi que sur la préparation des différentes parties à la conduite des négociations politiques dans le cadre du processus de paix. La DSH se concentre sur l'approfondissement des connaissances et des techniques de négociation pour permettre la tenue de dialogues constructifs et structurés. Par ailleurs, l'accent est également mis sur le renforcement de la confiance mutuelle.

La nouvelle répartition du pouvoir concerne en particulier la relation entre le gouvernement

central et les régions habitées par les minorités ethniques. Pour de nombreuses parties, il est évident que la construction d'un État fédéral est la solution aux problèmes que connaît le pays. Toutefois, jusqu'à présent, les discussions de fond sur ce que signifie concrètement le fédéralisme et les solutions qu'il pourrait apporter sont restées limitées. La DSH a par conséquent organisé plusieurs voyages d'études sur le thème du fédéralisme et de la gestion de la diversité au cours de ces dernières années. À deux reprises, des responsables religieux et de communautés de l'État de Rakhine se sont ainsi rendus en Suisse, ce qui a permis à bouddhistes et musulmans de se familiariser avec des outils de gestion de la diversité. Dans le même temps, un espace a été créé pour l'échange d'expériences et la constitution de réseaux intercommunautaires.

Début octobre 2019, les quinze principaux négociateurs du processus de paix birman, membres du secrétariat de l'Union Peace Dialogue Joint Committee (UPDJC), ainsi que dix autres membres du gouvernement, de la commission de paix et des parties au conflit se sont rendus en Suisse pendant une semaine. L'UPDJC est le plus important comité pour les négociations de paix au Myanmar. C'est dans son cadre que se sont tenues les tractations menées par les dix groupes rebelles ayant signé l'accord de cessez-le-feu avec le gouvernement, l'armée et les partis politiques. Toutefois, le secrétariat de l'UPDJC ne s'est presque plus réuni au cours des deux dernières années. L'un des objectifs de ce voyage était par conséquent de débloquent le processus de paix. Parallèlement, les participants ont approfondi leurs connaissances en matière de décentralisation, de fédéralisme, de gestion de la diversité, de médiation ou encore de sensibilité interculturelle. En définitive, la DSH espère contribuer à ce qu'une autre Conférence de Panglong pour la paix puisse avoir lieu début 2020.

[Division Sécurité humaine \(DSH\), DFAE](#)

Martin Stürzinger

[martin.stuerzinger@eda.admin.ch](mailto:martin.stuerzinger@eda.admin.ch)

dossier

# Des infrastructures pour stabiliser l'accord national de cessez-le-feu



École dans l'État de Mon avec des enfants de la minorité ethnique des Kayin. Photo: DDC

Depuis 2012, la DDC met en œuvre des actions directes dans le sud-est du Myanmar, et plus récemment dans le sud de l'État Shan. Celles-ci consistent en la planification et la construction d'infrastructures sociales, en étroite collaboration avec les groupes armés ethniques et le gouvernement du Myanmar. L'objectif est d'une part d'améliorer la planification, la construction, l'exploitation et l'entretien de telles infrastructures en mettant en œuvre des solutions de compromis adaptées, d'autre part d'optimiser les processus de coopération entre les parties grâce au soutien d'experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). Dans les régions non contrôlées par le gouvernement, la vie des populations est aujourd'hui encore fortement menacée malgré l'arrêt des conflits. Il en est de même dans les zones excentrées habitées par des déplacés internes et des minorités ethniques. Dans ces régions, la responsabilité des services élémentaires en matière de santé et d'éducation n'est pas souvent clairement définie, étant revendiquée aussi bien le gouvernement birman que par les centres de services des groupes ethniques. Si l'accord de cessez-le-feu est entré en vigueur en 2015, la population n'a que très peu recueilli les dividendes de la paix. Après des décennies de guerre, la situation reste précaire et la seule

solution consiste souvent à émigrer dans le pays voisin, la Thaïlande.

Pour la mise en œuvre de ses programmes, la Suisse accorde une grande importance au fait que les communautés locales, qui peuvent mieux que quiconque comprendre le contexte et l'intégrer au projet, participent aux processus, voire les dirigent. Cela permet de proposer des infrastructures adéquates et financièrement viables, dont la gestion et l'entretien améliorent et encouragent la confiance entre la population, le gouvernement et les organisations ethniques participantes. La récente construction d'une école a ainsi mis en évidence à plusieurs reprises le fait que le bâtiment, en plus de pouvoir être utilisé comme refuge lors des inondations annuelles, permettait d'insuffler davantage de diversité dans la vie scolaire. Dans cet établissement, les professeurs du Ministère de l'Éducation birman travaillent aux côtés des professeurs dépendant des autorités ethniques chargées de l'éducation. Ensemble, ils proposent aux élèves un programme diversifié inclusif, afin d'encourager la compréhension et l'acceptation de la diversité culturelle et ethnique. La collaboration entre le CSA, les différentes autorités birmanes participantes et les groupes ethniques garantit que ces infrastructures constituent, en matière de services sociaux, la base sur laquelle viendront se greffer plus tard divers futurs projets de développement, par exemple dans le domaine de la formation professionnelle ou de la santé.

Dans l'ensemble, les actions directes de la Suisse apportent non seulement davantage de changements, mais permettent également la concrétisation efficace de projets dans un contexte local, ces derniers pouvant ensuite servir d'exemples pratiques dans le cadre de la mise en œuvre politique du processus de paix ou encore du dialogue humanitaire.

[DDC/KoBü Yangon](#)

Thierry Umbehr

thierry.umbehr@eda.admin.ch

Chef de l'équipe humanitaire

---

dossier

# Bangladesh: les camps de réfugiés, deux ans après la crise des Rohingyas



Dans les camps du district de Cox's Bazar. Photo : SRK, Remo Nægeli

**En 2017, de nombreux Rohingyas fuyant les persécutions au Myanmar ont trouvé refuge au Bangladesh. Depuis, la Croix-Rouge Suisse (CRS), implantée dans la région depuis près de 50 ans, est également présente à Cox's Bazar. Benedikt Kaelin, responsable du programme de la CRS pour le Bangladesh, décrit dans cette interview le quotidien des camps et résume les perspectives qui s'offrent aux réfugiés.**

**Cela fait maintenant deux ans que les Rohingyas ont fui leur pays. Quelle est aujourd'hui la situation dans les camps?**

Actuellement, les camps abritent près d'un million de personnes, dont plus de 700 000 arrivées lors des événements d'août 2017. Certaines étaient là avant cette date, mais la plupart ont migré après cet épisode. Les campements sont gigantesques. On a parfois l'impression d'être dans de véritables villes, même si le gouvernement local veille à ce qu'aucune infrastructure pérenne ne se développe. La promiscuité est très forte. Dans certaines parties du camp, un individu dispose d'environ 10 m<sup>2</sup>, là où les standards

humanitaires en prévoient plutôt 30 à 45. Les problèmes d'hygiène sont également importants.

Dans l'ensemble, la situation s'est améliorée depuis deux ans. Les besoins de base et les soins de santé sont ainsi bien mieux satisfaits qu'au début. Le gouvernement et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont fourni des papiers spéciaux à 500 000 personnes et de nombreux enfants vont à l'école pour la première fois de leur vie. De même, les organisations humanitaires ont sensiblement amélioré leurs structures, et se coordonnent nettement mieux.

En revanche, les perspectives d'avenir restent inexistantes, et ce problème ne semble pas devoir s'arranger. Les réfugiés, dont beaucoup ont vécu des expériences traumatisantes, n'ont pas accès au marché du travail formel et dépendent donc de l'aide humanitaire. La conjonction de ces difficultés ne fait qu'aggraver le désespoir, entraînant des mécanismes de violence délétères.

Par ailleurs, les tensions s'exacerbent – à l'intérieur des camps, mais aussi entre les réfugiés et la population locale. De fait, les camps mobilisent de nombreuses ressources et de larges terrains qui, avant, revenaient aux locaux. Sans compter que l'afflux de population a provoqué une hausse des prix. Aussi, lorsque de jeunes déplacés ont été accusés du meurtre d'un responsable politique de la région survenu fin août 2019, la population locale a réagi avec beaucoup d'hostilité.

**Comment se fait-il que les tensions et la violence augmentent alors même que les conditions de vie dans les camps se sont améliorées dans de nombreux domaines?**

En ce qui concerne la violence, il s'agit pour le moment de cas isolés. Je ne discerne encore aucun schéma suggérant qu'elle est en hausse au sein même des camps. Mais lorsque tant de personnes cohabitent dans des conditions aussi précaires, une certaine forme de violence et de criminalité me paraît inévitable. Ce qui est en revanche incontestable, c'est que les tensions entre la population locale et les réfugiés s'aggravent.

Comment l'expliquer? Il y a d'un côté, de nombreuses attentes qui sont restées insatisfaites, de l'autre les ressources qui, on l'a vu, se raréfient... Ces gigantesques camps introduisent aussi dans l'économie locale des distorsions qui, évidemment, profitent à certains. Je pense notamment à des entreprises de transports et d'hébergements ou aux personnes qui ont été embauchées par les organisations internationales. Il est par ailleurs de plus en plus clair que la crise risque de se prolonger indéfiniment. Tout cela engendre une grande frustration dans certains segments de la population.

**La population locale et les habitants des camps vivent-ils à proximité les uns des autres? Se voient-ils quotidiennement?**

Oui, toutes ces personnes sont en contact quotidien et vivent dans la promiscuité. Il y a bien sûr des points de contrôle à l'entrée des camps, mais ces derniers sont répartis sur un immense territoire qui abrite un peu partout des communautés locales. Bien souvent, les contacts sont très positifs. Ils donnent lieu à des discussions animées lorsque les gens se rencontrent au marché. Et ils ont fait émerger de véritables chaînes logistiques qui permettent d'améliorer le fonctionnement des marchés du camp.

### **Tu nous as dit que les réfugiés des camps n'avaient pas le droit de travailler. Comment occupent-ils leurs journées?**

Ils n'ont pas le droit de travailler de manière formelle, mais ils peuvent effectuer des tâches ne requérant aucune qualification et parfois même rémunérées. Certains gagnent un peu d'argent en travaillant auprès des organisations humanitaires. Ce genre d'opportunités est largement recherché, notamment par les hommes, qui souffrent de l'inactivité forcée. Dans la journée, on les voit souvent sur la place du marché, en quête d'une source de revenus. Les femmes restent plutôt au logis à s'occuper de leur famille.

### **Quels services la CRS assure-t-elle sur place?**

La Croix-Rouge suisse se base sur les besoins existants mais elle agit principalement dans le domaine de la santé, où elle a une expertise à faire valoir. Il faut cependant bien distinguer le rôle qu'elle a joué lors de l'éclatement de la crise, en apportant une aide d'urgence, de celui qu'elle assume actuellement, dans une perspective de plus long terme. Au tout début, les actions se sont concentrées sur la construction de fontaines et de latrines, assortie de formations sur l'hygiène. En 2018, trois centres sanitaires multifonctionnels ont été construits. C'est là que la CRS, en collaboration avec des organisations partenaires, peut aujourd'hui proposer des services axés sur la santé et la nutrition, favoriser le regroupement familial et mener un travail de prévention mettant l'accent sur le planning familial, la vaccination et les mesures d'hygiène. Notre organisme propose également un accompagnement psychosocial. À ce jour, plus de 200 000 personnes ont bénéficié de ces prestations.

Actuellement, la CRS participe à la construction de deux centres sanitaires supplémentaires, ce qui l'amène à collaborer étroitement avec divers acteurs, dont le ministère de la santé. Les centres sanitaires de la Croix-Rouge sont coordonnés de manière très spécifique, car tous les acteurs (ONG, organismes des Nations Unies et médecins du gouvernement) travaillent dans un même lieu. Autre particularité: ils sont construits dans un matériau spécifique qui les rend semi-permanents. Ils ne sont bien sûr pas conçus pour durer – le gouvernement local ne l'aurait pas accepté – mais ils sont plus résistants que les autres bâtiments.

Enfin, dans un des camps, la CRS est en train de mettre sur pied un système de gestion des déchets.

### **Quels sont les principaux défis du travail sur le terrain?**

En tant que membre de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la CRS s'efforce de travailler avec les sociétés locales de la Croix-Rouge



dans ses pays programmes. À Cox's Bazar, il s'agit du Croissant-Rouge du Bangladesh. Comme beaucoup d'organisations, celui-ci n'était pas préparé aux événements inhabituels qui ont touché la région. La CRS, avec ses projets, épaula les structures des organisations partenaires. Cela ne va pas sans difficulté: nos partenaires sont par exemple incapables de concurrencer le niveau de salaire offert par d'autres organisations à leurs employés locaux, ce qui, en retour, complique le recrutement de personnes compétentes pour l'exécution de tâches exigeantes.

La disponibilité des médecins gouvernementaux pose également problème. Le voyage jusqu'aux camps, notamment, peut être particulièrement pénible pendant la saison des pluies, ce qui entraîne régulièrement des défections.

### **Comment s'organise la collaboration avec le gouvernement bangladais?**

Le gouvernement s'est montré et se montre encore très généreux dans la prise en charge des réfugiés. La CRS et les autorités collaborent dans l'ensemble de façon harmonieuse. Pour citer un exemple concret, un accord a récemment été signé avec le ministère de la santé, dans lequel les parties impliquées ont défini les rôles et les responsabilités de chacun et se sont engagées à travailler ensemble de manière constructive.

Mais en tant que pays d'accueil, le Bangladesh est confronté à d'immenses défis. C'est un pays très peuplé, qui doit lui-même satisfaire les gros besoins de ses 160 millions d'habitants. Les camps de réfugiés constituent une charge supplémentaire.

Le gouvernement ne souhaite absolument pas voir les réfugiés s'installer durablement à Cox's Bazar. Il envisage d'ailleurs de les déplacer sur une île isolée. Le projet prend doucement forme, mais il ne concernerait qu'une partie des réfugiés – environ 150 000 personnes. Selon le gouvernement, le déplacement doit être proposé en priorité aux individus particulièrement exposés au risque de catastrophes naturelles.

### **Peux-tu nous en dire plus sur ces catastrophes naturelles? La menace est-elle réelle?**

Le Bangladesh est régulièrement frappé par de tels phénomènes, en particulier par la mousson qui, cette année encore, a occasionné de gros dégâts. Les camps ont été inondés d'avril à septembre. L'accès aux soins en a été compliqué, près de 15 000 personnes ont dû être évacuées et de nombreux logements ont été endommagés ou détruits. Il faut dire que les campements sont construits sur des pentes et donc très exposés aux glissements de terrain. Heureusement, cette année, aucun décès n'a été déploré, grâce entre autres aux mesures de sécurité adaptées.

Les camps sont bien préparés aux petits événements de ce genre. En revanche, si un cyclone se déclarait dans la région, les conséquences seraient imprévisibles.

### **Quelles sont les perspectives d'évolution?**

Il y a trois scénarios possibles: le rapatriement des réfugiés au Myanmar, le déplacement, ou l'installation durable avec intégration à la population de Cox's Bazar. On l'a dit, le gouvernement ne veut pas entendre parler de la troisième option.

Pour le rapatriement, des discussions sont en cours, mais les pays impliqués et les Nations Unies campent sur des positions très différentes. En outre, à ce jour, aucun réfugié n'a déclaré consentir librement à retourner au Myanmar. Il faudrait des garanties solides concernant leur sécurité et leurs conditions de vie dans ce pays qu'ils ont fui.

Reste le déplacement sur le territoire bangladais: 150 000 personnes pourraient peut-être bénéficier effectivement de cette solution, mais ce n'est qu'une petite fraction de la population à prendre en charge. Le sort des autres, lui, demeurerait incertain.

#### Entretien avec

Benedikt Kälin

Benedikt.Kaelin@redcross.ch

Chargée de programme pour le Bangladesh à la Croix-Rouge suisse

#### Intervieweuse

Amélie Lustenberger

amelie.lustenberger@swisspeace.ch

Communications Officer chez swisspeace

dossier

# Quelle marge de manœuvre pour les organisations de la société civile au Myanmar ?



Utilisation d'une approche de « formateurs de formateurs », en collaboration avec Helvetas Myanmar et le Centre de Ressources Locales- une organisation- faitière d'environ 1 000 organisations de la société civile - qui renforce les capacités de plus de 300 OSC locales en matière d'engagement citoyen. Photo: Helvetas, Peter Schmidt

**Helvetas Myanmar et le Centre de Ressources Locales (LRC) sont deux organisations qui soutiennent l'émancipation et le renforcement des capacités des organisations de la société civile birmane. Le rôle de LRC est de renforcer la voix collective de la société civile à travers le développement des compétences, le dialogue et des activités de plaidoyer. Helvetas travaille sur trois domaines au Myanmar, à savoir le développement des compétences, les économies durables et inclusives, la paix et la gouvernance. Ce dernier volet inclue un soutien aux organisations de la société civile (OSC).**

**Afin d'aborder la question de l'espace dont disposent les acteurs de la société civile au sein de cette jeune nation démocratique, nous avons demandé à Pansy Tun Thein, directrice exécutive du Centre de Ressources Locales et conseillère technique du Réseau pour l'Égalité des Genres et Peter Schmidt, directeur régional de Helvetas, de partager leur**

**perception de la situation.**

**SJ: Quel est le paysage des organisations de la société civile au Myanmar?**

**PS:** Une grande partie de l'histoire du Myanmar a été marquée par la dictature militaire, qui s'est progressivement transformée en une démocratie partielle, en place depuis quatre ans maintenant. Même sous le régime dictatorial, il y avait une société civile incroyablement active dans ce pays, et c'est toujours le cas aujourd'hui. On estime un nombre de 10 000 OSC locales, dont les activités sont très variées: de l'approvisionnement en oxygène aux patients qui ne peuvent quitter leur domicile en passant par le plaidoyer pour les droits humains à celui consacré aux causes environnementales. Lorsque l'on regarde le Myanmar avec une perspective européenne, tout en connaissant l'histoire du pays, on ne s'attend pas à une société civile aussi vivante.

**SJ: Quels ont été les défis rencontrés par ces organisations?**

**PTT:** Depuis de nombreuses années, les OSC du Myanmar ont été très actives dans l'offre de services, remplissant ainsi le vide laissé par le gouvernement. Cependant, la loi 1988 sur la formation des associations et des organisations a sérieusement entravé ce mouvement. Sous cette législation extrêmement punitive, les OSC opérant sans autorisation de la part du gouvernement étaient menacées de poursuites judiciaires.

En 2013, LRC a conduit une étude sur l'espace opérationnel des OSC, ayant révélé que toutes aspiraient à une loi plus progressiste. Un an plus tard, plusieurs OSC dont LRC et d'autres ONG ont fait en sorte que cette loi soit révisée et ont réussi à convaincre le gouvernement d'élaborer une loi plus progressiste. Aujourd'hui, plus de 10 000 OSC sont présentes dans le pays, dont 3 500 disposent d'une autorisation officielle. Le reste opère sans autorisation mais le gouvernement actuel ne peut plus les punir puisque les inscriptions se font désormais sur la base du volontariat.

**SJ: Est-ce que ces organisations comblent toujours le vide laissé par le gouvernement?**

**PTT:** Oui toujours, dans tout le pays, car le secteur public birman présente de graves lacunes. En termes de santé et d'éducation, les ONG nationales et internationales fournissent des services, surtout dans les régions difficiles d'accès où la population souffre particulièrement du manque de services.

**PS:** Pour vous donner un exemple: De nombreuses ambulances sont gérées par des OSC. Il s'agit là d'un service généralement public, qui a été repris par la société civile au Myanmar.

**Comment l'implication des organisations de la société civile dans la prestation de services publics est-elle reçue par le gouvernement ? Existe-t-il une forme de collaboration entre le gouvernement et ces organisations?**

**PTT:** Le gouvernement est généralement en faveur de ce type d'activités car il prétend s'atteler au comblement de ce vide. Les OSC et le gouvernement opèrent donc de façon complémentaire afin d'atteindre ce but commun. Par exemple, plusieurs ONG collaborent avec le gouvernement dans le cadre du programme national de lutte contre le VIH. La

distribution de traitements antirétroviraux à la population affectée est divisée par zone géographique selon les capacités d'intervention du gouvernement et des OCS. Le gouvernement approuve et soutient cette action conjointe.

**PS:** Le contexte culturel et religieux apporte sûrement un élément de réponse. La majorité de la population birmane étant bouddhiste, « faire le bien » est très important pour leur réincarnation. La mentalité généreuse qui en découle est profondément enracinée dans la société birmane. Le fonctionnement des OSC en tant que prestataires de services pour le bien commun reflète l'identité du pays. D'ailleurs, l'indice des dons dans le monde le montre bien. Le Myanmar a été classé premier ces quatre dernières années.

Tout cela semble très beau, mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Une étude conduite conjointement par LRC et Helvetas en 2017 révèle que le gouvernement est favorable aux OSC prestataires de services ou strictement humanitaires mais se montre bien plus critique envers celles dont l'engagement politique « dérange » telles que les organisations de défense des droits humains.

### **SJ: Quelles sont les conséquences pour ces organisations politiquement engagées?**

**PTT:** La liberté d'expression est toujours très limitée dans notre pays. On s'attendrait à plus de liberté accordée à la société civile de la part d'un gouvernement démocratique, mais ce n'est pas le cas au Myanmar. Par exemple, la loi sur les télécommunications de 2013 (article 66D), stipule que toute critique à l'égard d'une tierce personne, en particulier envers le gouvernement ou les membres du Parlement peut être passible d'emprisonnement. La loi sur les associations illégales (1908) punit toute personne ou groupe associé à une organisation illégale, qui contribue, reçoit ou sollicite une contribution pour le compte de cette association.

Le gouvernement sélectionne et ne travaille qu'avec les OSC en qui il a confiance. Le plaidoyer est un travail continu pour la société civile, qui doit souvent trouver des moyens novateurs d'accéder au gouvernement, afin d'aborder des problèmes qui doivent être réglés mais les défis demeurent.

**PS:** L'article 66 (D) a été plus souvent mis en place par le gouvernement élu démocratiquement que par l'ancien gouvernement quasi-militaire. C'est surprenant! En guise d'explication, j'ai souvent entendu que le gouvernement actuel, ayant été élu démocratiquement, n'a pas besoin d'une société civile politiquement engagée.

### **SJ: Pensez-vous disposer d'un espace suffisant pour exercer une influence ?**

**PS:** Helvetas met en place des projets axés sur l'agriculture, l'écologie et l'éducation. Nous ne sommes donc pas concernés par ces restrictions et nous pouvons mettre en place nos projets en toute liberté. Nous menons des projets de plaidoyer mais nous nous exprimons habituellement à travers nos partenaires locaux, dont beaucoup sont issus de la société civile tel que LRC mais aussi du secteur privé. Nous maintenons aussi le dialogue avec nos partenaires gouvernementaux au niveau local et national.

**PTT:** Les OSC se font souvent entendre par l'intermédiaire de diverses plateformes organisées de façon thématique (VIH/sida, sécurité foncière et engagement civique etc),

leur permettant de se réunir et de défendre leurs intérêts auprès du gouvernement et du parlement. C'est une façon de s'adresser de façon collective au gouvernement tout en protégeant les individus. LRC est une organisation faîtière regroupant plus de 1 000 OSC et opère à travers plusieurs bureaux régionaux, majoritairement situés en zone de conflit / d'après-conflit et est aussi représentante de la plateforme « Myanmar Civil Society Partnership for Aid and Development Effectiveness- MCPAD » ou « Partenariat de la société civile du Myanmar pour l'efficacité de l'aide et du développement ». Cette dernière procure une bonne opportunité pour ces organisations d'exercer de l'influence et de s'exprimer de façon collective auprès du gouvernement, LRC favorisant une approche neutre, sans confrontation.

**SJ: Le projet "Open history-Art for Peace" ou « Histoire Ouverte-L'Art au Service de la Paix » mis en place par Helvetas en coopération avec la galerie Pansodan fait la promotion de l'art comme moyen d'unir différents groupes de la société. Comment ce projet est-il reçu par le gouvernement et par le public ?**

PS: C'est un projet relativement récent, initié par un artiste birman. Selon sa réflexion, les personnes qui ne connaissent pas bien leur histoire rencontreront des difficultés pour concevoir leur propre identité, ce qui peut être un facteur d'intolérance à l'égard des autres. Son travail consiste à recueillir d'anciennes photos que les gens ont chez eux, de les scanner, de les encadrer et d'organiser une exposition publique. Cette approche pionnière au Myanmar est utilisée comme un espace de rencontre entre différents groupes de la société (hommes et femmes, de différentes religions et ethnies). Ce projet suscite beaucoup d'enthousiasme parmi les visiteurs mais aussi les autorités locales, étonnamment, qui soutiennent pleinement cette approche. Lors de la dernière exposition que nous avons organisée, le ministre en chef de l'état nous a immédiatement demandé d'installer une partie de l'exposition dans un musée provincial où les photos peuvent être exposées pendant une longue période. C'est génial!

**SJ: Parvenez-vous à réunir des personnes de différents milieux sociaux, religieux ou ethniques?**

PS: Nous avons commencé l'exposition pilote l'année dernière et deux expositions sont toujours en cours (les mois d'octobre et novembre). Jusqu'à présent, nous avons réussi à réunir des femmes et des hommes, de même que différentes générations, ce qui était relativement simple. En revanche, il est trop tôt pour vous dire dans quelle mesure nous réussirons à engendrer une interaction positive entre différents groupes religieux et ethniques. Nous sommes très positifs et optimistes quant à cette approche et nous sommes en train de concevoir le même type de projet en coopération avec LRC. Ce dernier, intitulé Culture for Peace ou « Culture pour la Paix » aura également pour but de rassembler différents groupes, cette fois-ci à beaucoup plus grande échelle.

[Entretien avec](#)

Peter Schmidt

[Peter.schmidt@helvetas.com](mailto:Peter.schmidt@helvetas.com)

Helvetas Myanmar

Pansy Tun Thein

[ptunthein@gmail.com](mailto:ptunthein@gmail.com)

Local Resource Centre

[Réalisé par](#)

Sanjally Jobarteh

Sanjally.Jobarteh@swisspeace.ch

swisspeace

#### links

- [Helvetas Myanmar | Independent Swiss development organization \(en anglais\)](#)
- [Local Resource Center \(en anglais\)](#)
- [Open History - Arts for Peace | Myanmar | Helvetas \(en anglais\)](#)

---

dossier

# Comment les barrières linguistiques affectent-elles l'accès aux aides humanitaires?



Un médecin en consultation avec une Rohingya dans une clinique humanitaire des camps de réfugiés de Cox's Bazar, Bangladesh. Photo: TSF/Fahim Hasan Ahad

C'est une question que l'on ne se pose pas souvent. Pourtant, les contextes humanitaires sont souvent multilingues et les groupes en marge de la société sont moins susceptibles de parler une langue nationale ou internationale. Une étude récente a mis en lumière l'exclusion linguistique que connaît la communauté des Rohingya.

Depuis 2017, Traducteurs sans frontières (TSF) apporte une aide linguistique aux réfugiés rohingya au Bangladesh. La recherche et les discussions menées avec les réfugiés et les humanitaires permettent d'identifier les pièges en matière de langue et de communication. Cela rend possible la création de ressources terminologiques, de traductions, d'outils picturaux et audiovisuels, de conseils et formations pour le personnel et les bénévoles afin d'améliorer la capacité de communication des intervenants.

Dans une nouvelle étude, TSF évalue les conséquences engendrées par les problèmes de communication pour les communautés rohingya des deux côtés de la frontière entre le



Bangladesh et le Myanmar. L'étude s'intéresse à l'influence des barrières linguistiques sur l'accès à des services de qualité dans les villes de Cox's Bazar et Sittwe.

Elle montre que dans les deux pays, les Rohingya monolingues sont désavantagés. La majorité de la population ne parle que le rohingya. Les femmes, les personnes issues de zones rurales, les réfugiés arrivés récemment et les individus moins éduqués ont plus de chances d'être monolingues.

Incapables de parler la langue des intervenants humanitaires, les Rohingya monolingues dépendent cruellement d'intermédiaires bilingues. Sans eux, ils ne peuvent pas faire part de leurs besoins et préoccupations, avoir accès à l'information ou communiquer avec les décideurs.

Mais les intermédiaires, principalement les locuteurs chittagoniens au Bangladesh et arakanais au Myanmar, ne sont pas vraiment préparés à ce rôle. Beaucoup manquent de formation, d'orientation et de ressources pour développer leur connaissance de la langue et de la culture rohingya. Et ils ne reçoivent généralement pas de formation en interprétation et médiation culturelle.

Par conséquent, ils ne perçoivent pas certains signes verbaux et non verbaux qui pourraient les aider à mieux comprendre ce que les bénéficiaires des services veulent exprimer. Ils ont des conversations bilatérales et parallèles avec les fournisseurs de services et les bénéficiaires alors qu'il faudrait encourager une communication directe entre les deux parties. Et le contrôle que cela donne à l'intermédiaire sur les informations relayées suscite la méfiance des deux côtés. La confiance et la communication s'étiolent et trop souvent, les personnes qui ont besoin d'aide sont laissées pour compte et en proie à la frustration.

Cela limite l'accès à des services de qualité et aggrave les tensions existantes avec les communautés voisines. Les programmes de cohésion sociale axés sur le Myanmar et les locuteurs arakanais renforcent l'exclusion et laissent passer des opportunités de rassembler les communautés.

Les associations humanitaires sont peu conscientes de cette dynamique et de son impact sur la portée, l'efficacité et la responsabilité de leurs programmes. Une enquête menée auprès des agents humanitaires dans les deux contextes a révélé qu'ils surestiment généralement les compétences linguistiques de la communauté rohingya et les similitudes entre le rohingya et les autres langues. Les fournisseurs de services interrogés considèrent les barrières linguistiques moins préoccupantes que les Rohingya sondés.

Cela devrait faire partie des problématiques principales de l'intervention humanitaire aussi bien au Bangladesh qu'au Myanmar. Mais des solutions existent. Notamment:

- Communiquer clairement, éviter le jargon et appliquer les principes du langage clair
- Renforcer les compétences linguistiques et la sensibilisation culturelle du personnel
- Planifier les services de façon à prévoir suffisamment de temps pour l'interprétation et la communication interculturelle

[Traducteurs sans frontières](#)

Ellie Kemp

ellie@translatorswithoutborders.org

links

- [Rapports, glossaire et orientations linguistiques de TSF \(en anglais\)](#)

---

dossier

# Engagement de la Suisse en faveur de la démocratie: l'exemple du Myanmar



Wundwine Township, Myanmar 2015. Photo: Division Sécurité humaine

En 2013, la junte militaire au pouvoir au Myanmar ouvre la voie à la transition démocratique du pays. Les élections, qualifiées d'historiques, auront lieu deux ans plus tard. Ce temps de préparation est en réalité très court: après plusieurs décennies de dictature, une profonde méfiance règne entre les partis politiques et la classe dirigeante.

Les autorités électorales décident de ce fait de solliciter une aide extérieure pour préparer le scrutin. Elles demandent à la Suisse de faciliter les négociations portant sur l'élaboration d'un code de conduite à l'intention des partis politiques. Six mois plus tard, les tractations aboutissent: un texte contenant des règles de base propres à garantir l'organisation d'élections pacifiques et à favoriser la libre concurrence est signé par les 90 partis politiques. Il comporte des principes visant à protéger la vie privée et la réputation des candidats, et à proscrire le recours à des discours haineux. Certaines règles visent par ailleurs à empêcher l'utilisation abusive de fonds publics et l'instrumentalisation de la religion à des fins électorales. La Suisse a assuré le suivi de la mise en œuvre du code de conduite pendant toute la durée de la campagne électorale. Cette initiative a contribué à la

prévention de conflits violents et à l'instauration d'un climat de confiance entre les partis.

Après le scrutin, les responsables de la mission d'observation électorale de l'UE, à laquelle participait également la Suisse, ont salué la façon dont les élections se sont déroulées. Aucun trouble n'a été signalé. La liberté de vote a été respectée. Dans ces recommandations, les responsables de la mission ont toutefois pointé du doigt la rigidité de la loi sur la nationalité, qui exclut du droit de vote divers groupes ethniques et culturels de la population, une couverture médiatique déséquilibrée des candidats ainsi que le manque de transparence concernant la composition de la commission électorale. Un catalogue des tâches visant à maintenir le pays sur la voie de la démocratisation a également été élaboré.

Au printemps 2019, les membres de la mission de suivi du processus électoral de l'UE (Election Follow-Up Mission, EFM) se sont rendus à Yangon afin d'évaluer la mise en œuvre des recommandations. Ils ont pu constater que le gouvernement avait mis en place un comité chargé de réviser la Constitution de manière à rendre le droit de vote plus inclusif. D'autres recommandations, comme celle qui concerne la transparence des autorités électorales, doivent encore être concrétisées. On ignore pour l'heure si les objectifs seront atteints. Seul l'avenir le dira. Les prochaines élections générales au Myanmar sont prévues en 2020. L'UE sera présente avec le statut d'observateur. La mission de suivi du processus électoral de l'UE a confirmé que les partis souhaitaient négocier un nouveau code de conduite.

Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères  
sebastien.coquoz@eda.admin.ch

#### links

- [30e anniversaire de la participation de la Suisse aux observations électorales: Rétrospective et perspectives](#)
- [Approche thématique «Paix, élections et démocratie» de la Division Sécurité humaine \(DSH\), DFAE](#)
- [La Suisse et les missions d'observation électorale, pool d'experts pour la promotion civile de la paix, DFAE](#)

---

dossier

# Prévention du génocide, Myanmar et Assam



La crise des Rohingyas a été déclenchée, entre autres, en raison de l'absence de mise en œuvre de trois droits fondamentaux : le droit à être enregistré à la naissance, le droit à une identité et le droit à une nationalité.

L'enregistrement des naissances fait partie intégrante des droits à la vie, à l'égalité devant la loi et du droit personnel à une identité ; une identité juridique et culturelle. Ces droits, tout comme le droit à une nationalité sont nécessaires à la reconnaissance de la personne humaine par la communauté.

Toute la région du Golfe du Bengale, de l'Inde au Myanmar en passant par le Bangladesh et les contreforts de l'Himalaya a connu lors de la partition de l'Inde (1948) et de l'indépendance du Bangladesh (1971) de très forts mouvements de populations. La région est multiethnique, très peuplée et souvent pauvre, ce qui entraîne une forte de migration de personnes dont les origines identitaires ne sont pas toujours démontrables. Ajoutez de fortes tensions religieuses et le risque de génocide, de crimes de masse ou d'épuration ethnique devient sérieux ; c'est ce qui s'est passé dans l'État du Rakine au Myanmar.

Hélas en Assam, à quelques centaines de kilomètres de là, un gouvernement local à forte tendance hindouiste a décidé l'enregistrement systématique de toute la population, dont une minorité d'environ 4 millions de musulmans dont l'identité nationale ou les statuts de résidence sont peu clairs. Leur avenir est très incertain.

Dans un cas comme dans l'autre, il est grand temps de voir les populations quelles qu'elles soient reconnues par la loi et traitées avec la plus grande humanité.

En collaboration avec le « Center for Global Nonkilling » et le Gaamac (Global Alliance against mass atrocity crimes, créé et soutenu par la Suisse), en utilisant l'examen périodique universel des droits humains de tous les pays, l'APRED soutient, dans le cadre de leur travail sur le droit à la vie, le renforcement de l'enregistrement des naissances et la réduction des cas d'apatridie.

## APRED

Christophe Barbey  
cb@apred.ch

## links

- [Genocide watch](#)
- [UNICEF, enregistrement des naissances](#)
- [Haut Commissariat aux Réfugiés, apatridie.](#)
- [Examen Périodique Universel](#)
- [GAAMAC](#)
- [Center for Global Nonkilling](#)

---

actualité

# Le Myanmar à l'honneur du calendrier de la paix 2020



Couverture du calendrier de la paix 2020

Le Conseil suisse pour la paix, qui fêtera l'an prochain son 75<sup>e</sup> anniversaire, publie chaque année un calendrier de la paix. Composé de cartes postales détachables, celui-ci indique des rendez-vous importants pour la paix dans le monde. L'édition 2020 – la 24<sup>e</sup> déjà! – paraîtra fin octobre. Elle comporte 12 cartes postales ayant pour sujet le Myanmar. Francine Perret, membre du conseil d'administration, a visité le pays en 1993, peu après l'ouverture de ses frontières: «Nous découvrons l'Asie telle qu'elle n'existait plus nulle part ailleurs: des rues encombrées de chars à bœufs et résonnant des sonnettes de vélo, des femmes et des hommes aux habits multicolores, un tourisme quasi inexistant. C'était un univers mystérieux, une contrée pour les voyageurs en quête de découvertes, un pays où le temps s'était arrêté.» Elle s'est rendue une deuxième fois dans la région au printemps 2019, huit ans après que le gouvernement a entrepris des réformes démocratiques: une bonne raison pour elle de revenir au Myanmar et d'en ramener de nombreuses photos.

Le calendrier de la paix 2020 s'accompagne d'un dossier spécial dans le numéro 30 du périodique *FRIEDENSZEITUNG* de septembre 2019, lui aussi publié par le Conseil pour la paix (en allemand uniquement). Les lecteurs y trouveront des articles de fond sur la situation du Myanmar, comme le texte intitulé «Ein Land, drei Namen und zwei konträre

Sichtweisen: Myanmar – Unrechtsstaat oder Shangri La?» («Un pays, trois noms, deux visions: Myanmar – État de non-droit ou Shangri La?») ou encore «Krieg in den Köpfen und auf dem Schlachtfeld: Der andauernde Unfrieden in Myanmar hat sehr tiefe Wurzeln» («La guerre dans les têtes et sur les champs de bataille: au Myanmar, des dissensions chroniques aux racines profondes»). Un article de Georg Winterberger, à la tête du département d'ethnologie de l'Institut d'anthropologie sociale de l'Université de Zurich, présente en outre un projet de recherche sur les conditions de vie au Myanmar.

[Conseil suisse pour la paix](#)

Peter Weishaupt

info@friedensrat.ch

links

- [En savoir plus et commander le calendrier \(en allemand uniquement\)](#)
- [Le périodique Friedenszeitung \(en allemand uniquement\)](#)



---

actualité

# Cours sur le traitement du passé



**Apprenez comment les sociétés qui sortent de la violence et des conflits font face au passé et se préparent pour l'avenir.**

Dans ce cours, vous :

- comprendrez différentes approches pour faire face au passé.
- vous familiariserez avec les notions, concepts et mécanismes les plus importants concernant la justice transitionnelle et le traitement du passé (commissions de vérité, archives, programmes de réparation, garanties de non-récurrence, etc.)
- apprendrez comment la gestion des processus passés a été conçue et mise en œuvre dans différents contextes.
- découvrirez les complexités, les défis et les politiques inhérents au traitement des processus passés et à la conception des mécanismes et des interventions.
- échangerez vos expériences et ferez partie d'une communauté de pratique.

**Plus d'information et inscription**

[links](#)

- [Plus d'information \(en anglais\)](#)
- [Inscription \(en anglais\)](#)

---

calendrier

# Événements et nouvelles

## NOUVELLES DE KOFF

Les nouvelles de KOFF et des organisations membres se trouvent sur notre [PAGE WEB KOFF](#)

.

---

## COURS DE SWISSPEACE

Vous pouvez vous inscrire maintenant aux cours suivants de swisspeace:

- [Dealing with the Past](#)
- [National Dialogue & Peace Mediation](#)
- [Gender, Conflict & Peacebuilding](#)

Vous trouverez des informations sur l'ensemble de l'offre de cours de swisspeace sur la promotion de la paix et les conflits sur [NOTRE PAGE WEB](#).

---

Ce PDF a été généré automatiquement.  
Lire à propos : [www.swisspeace.ch/apropos](http://www.swisspeace.ch/apropos)

---

**Éditeur** KOFF de swisspeace  
**Contact** Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern  
Tél.: +41 (0)31 330 12 12  
**Rédaction** Amélie Lustenberger & Sanjally Jobarteh  
**Traduction** Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich  
**Couverture** Myanmar Botataung Yangon, 2018. Creative Commons

## KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung  
La plateforme suisse de promotion de la paix  
La piattaforma svizzera per la promozione della pace  
The Swiss platform for peacebuilding

---

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	